



# SOMMAIRE

## 1 l'espace public

---

Approche et forme urbanistique	7
Enjeux et acteurs	9
La ville sous surveillance	10
l'émergence de la ville garantie	14

## 2 Démocratie urbaine

---

Le droit de cité	21
Exemple du collectif ETC	22
Le corps citadin	24

## 3 Création désobéissante

---

Objets de désobéissance	38
Le design défroqué	42

## 4 L'appropriation

---

l'usage comme continuité de la conception	49
l'exemple de cuba, la désobéissance technologique	52

## 5 La participation

---

Expériences menées	58
La ville contributive	60
l'aménagement urbain	62
Interrogations, Vers le projet	65

---

## Bibliographie



# 1

# ESPACE PUBLIC

## L'espace public

L'espace public est un univers chargé de problématiques complexes, c'est pourquoi il est nécessaire de le définir afin de comprendre les principaux questionnements dont il fait l'objet sur le plan des sciences humaines et de la philosophie.

Ces définitions permettent de situer mon positionnement face à ce bien commun que représente l'espace public, et ainsi circonscrire ma réflexion autour du rôle de l'utilisateur dans cet espace, pour faire un focus progressif sur les équipements publics par le prisme du design d'objet.

## Deux approches de l'espace public

L'espace public selon Habermas, est ce qui permet un débat à l'intérieur d'une collectivité ou d'une société qui fait l'objet de décisions politiques auxquelles les citoyens sont progressivement invités à participer selon différentes modalités. Les espaces publics de la ville font l'objet de réflexion politiques, les acteurs politiques ou autres se réunissent pour définir des propositions de politiques publiques.

Le second sens propose une approche matérielle de l'espace public, il implique un territoire tangible au sein de la collectivité comme une rue, une place, un parc... Régi par le droit public, il est par définition accessible à tous en tout temps, et permet la rencontre de tous les acteurs urbains dans l'ensemble des lieux d'une ville.

## La forme urbanistique

La forme urbanistique des lieux publics est articulée selon différents facteurs. Sa fonction première est la circulation, dont les réseaux, principalement routiers et ferroviaires, sont conditionnés par la topographie de la ville ainsi qu'un ensemble de règles fonctionnelles et esthétiques qui posent les bases de la «forme urbanistique» d'une ville. Les réseaux de communications telles que les voies de transports en communs, avenues, boulevards, rues, ruelles irriguent la ville comme une arborescence dans les différents arrondissements et quartiers d'une ville.

Les éléments architecturaux délimitent ces voies publiques composées de différentes typologies d'infrastructures et d'équipements publics visibles ou non (réseaux électriques, eau, gaz, mobilier urbain, signalisation, espaces verts)...Les équipements publics suscitent une émotion chez l'utilisateur par leurs critères esthétiques et fonctionnels. Les formes de la ville sont ainsi une forme de représentation formelle des décisions politiques qui forgent le devenir de nos métropoles, et également de nos espaces publics.

De nombreux bâtiments privés ont également une vocation publique, accessible à tous parfois moyennant consommation d'un bien ou service, ces restaurants, cafés, centres commerciaux sont considérés comme faisant partie de l'espace public urbain.

L'espace public est également défini comme un espace de « publicité » en tant qu'« information via les médias » dans le sens où il représente un support d'expression, de diffusion d'idée au grand public.

# espace public

## Les enjeux

*Un enjeu de mobilité* : implique une nécessité d'accessibilité pour tous les citoyens à l'ensemble des voies de circulation.

*Un enjeu des usages civils* : Politiques, festifs, culturels et commerciaux.

*Animation commerciale* : gares, magasins, café qui déploie temporairement leurs terrasses sur la rue, marché...

*Un enjeu de sociabilité* : qui signifie que tous les citoyens peuvent se rencontrer.

*Relation sociale et les dynamiques de groupes* : regards, frôlement, échanges d'excuses, demande de renseignement. La sociabilité passe également par nos façon de nous habiller.

*Un enjeu d'identité* : l'identité est l'image de soi que l'ont construit par rapport à autrui, construction d'une identité la plus positive possible.

## Les acteurs

*Acteurs politiques* : sont sollicités pour des autorisations, appartiennent aux institutions.

*Acteurs économiques* : entreprises privées, promoteurs, propriétaires fonciers, riverains...

*Professionnels de l'espace* : conception et connaissance de l'urbain et des problématiques liées à l'environnement.

---

*Habitants/usagers* : Habitants : vivent dans la sphère privée comprise dans l'espace urbain.

Usagers : utilisent les différents services et équipements urbains (voies, routes, mobilier urbain...)

---

*Citoyens* : endossent une part de responsabilité dans le fonctionnement de la vie en communauté.

*Prescripteurs* : (architectes, urbanistes...) préconisent certaines décisions.

# Une ville sous surveillance

L'intensité de l'activité humaine en ville continue d'y attirer la majeure partie de la population mondiale, on y habite, on y travaille, on s'y déplace. La ville en tant que nœud des enjeux sociaux et culturels contemporains, partagés entre prescripteurs et citoyens, fait l'objet de réflexions politiques qui visent essentiellement à représenter l'image de l'institution et maintenir l'ordre public. Les concepteurs de projets urbains sont aujourd'hui guidés par des préoccupations sécuritaires sur les plans urbanistiques, architecturaux, techniques et symboliques. Appuyé par des discours alarmistes sur l'insécurité et la montée de la violence à l'image de « l'état d'urgence », le (re)modelage physique de l'espace public se concentre sur des logiques dissuasives et répressives afin de prévenir les « actes et comportements jugés contraires aux règles de conduites propres à la vie citadine ».



La Marche pour le climat, ayant été annulée en raison de l'état d'urgence, les militants ont installé 10 000 paires de chaussures sur la place de la République, à Paris, 2016 Éric Gaillard

## Le «surveyspace»

Ces préventions spatiales contribuent à générer un sentiment de peur par la surveillance généralisée, une occupation quadrillée du terrain par les acteurs public, et une organisation urbanistique favorisant la visibilité maximale des espaces publics. Nos villes deviennent des « surveyspace », ponctuées de caméras qui inspirent un sentiment d'omniscience invisible. M. Foucault en définit d'ailleurs le concept de « panoptisme » comme application spatiale d'une société de contrôle, à l'image des formes architecturales du milieu carcéral. On note la volonté de faciliter le contrôle des autorités en réduisant les espaces dit « complices » aux incivilités, en se fondant sur l'existence d'un lien direct entre les formes spatiales et les pratiques citoyennes.



Caméras de surveillance, Londres

### «Changer la ville pour changer la vie»

On peut prendre pour exemple l'hygiénisme appliqué au mouvement moderne des années 50, qui verra naître ces logements sociaux basés sur le modulator Corbusien censé «assainir» les corps et les esprits au sortir de la guerre, 20 ans plus tard, malgré la démocratisation d'un certain niveau de confort, les constats montreront que les grands ensembles favorisent le malaise social. Les années 80 verront ainsi naître le concept de «politique de la ville».

Cette croyance selon laquelle le bâti est la cause et le remède des problèmes sociaux, nie les rapports sociaux de domination (culturelle, économique) à l'intérieur d'un groupe. Il ne suffit donc pas de «changer la ville pour changer la

vie», comme le préconisaient les slogans électoraux au sujet des interventions de rénovation urbaine au cours des années 70.



Grands ensembles, Paris 1970

## La privatisation des espaces publics

Aujourd'hui la peur de l'autre se généralise, « l'ennemi » provient désormais de l'intérieur de la cité, à l'image d'un cheval de Troie représentant les conflits sociaux contemporains. Les remparts ne sont donc plus autour de la cité qui se protège des attaques extérieures, mais à l'intérieur même de la ville, formant un clivage de plus en plus marqué entre les communautés et différentes classes sociales. On observe un phénomène de « résidentialisation » qui restreint l'espace véritablement commun dans une frontière plus ambiguë entre espace public et espace privé.

On peut citer l'exemple des « Gated communities », quartiers résidentiels clos qui ne sont ouverts qu'aux riverains, les espaces communs sont ainsi protégés, financés et administrés par une communauté de propriétaires, l'espace public y est privatisé. Ce terme issu d'Amérique du nord, marque la volonté de s'isoler du tissu urbain environnant, et une recherche d'autonomie vis-à-vis de la politique locale pour offrir de meilleurs services et donc indirectement se soustraire aux exigences du vivre ensemble.



Passage Leroy, Nantes

**« On a refoulé le peuple hors de ses campagnes, puis hors de ses rues, puis hors de ses quartiers et finalement hors de ses halls d'immeuble, dans l'espoir dément de contenir toute une vie entre quatre murs suintants du privé. »**

L'insurrection qui vient, Tiqqun, Comité Anonyme

# L'émergence de la ville garantie

Nous avons glissé insidieusement vers cette privatisation de l'espace public et nous assistons tel des somnambules à une régression de cette victoire démocratique sur l'appropriation de l'espace public.

Un nouveau type de partenariat public-privé commence à prendre du terrain dans nos villes européennes. Il s'agit du BID, Business Improvement District, un concept nord américain né dans les années 70 au Canada. Des groupements de financeurs privés proposent une aide pécuniaire aux élus afin de les soutenir dans l'amélioration du cadre de vie de leur quartier. Leur domaine d'intervention sont les suivants : amélioration de l'espace public, prévention de la criminalité, limitation de la délinquance, du nombre de cyclistes circulant sur le trottoir, de l'affichage sauvage sur les murs, ... on peut ainsi noter les priorités sécuritaires qui guide les concepteurs urbains. Chaque propriétaire, commerçant de la zone concernée par le BID doit payer une taxe de 1% de leur revenu annuel. En contrepartie, ils peuvent choisir la couleur du pavé des rues, l'usage des espaces publics pour l'organisation d'événements commerciaux, du nombre de policiers supplémentaires, ... Une ville plus propre, plus sûre, plus attrayante. Mais à quel prix ?

La ville dont rêve le BID est proche du principe de la « ville garantie » énoncé, et dénoncé, par le sociologue Marc Breviglieri : « Ce terme se réfère à une tendance de planification qui consiste à déterminer une utilisation normale et prévisible de l'espace urbain en annihilant tout flou d'usage et toute possibilité d'expérimentation. » La « ville garantie », à travers ces nouvelles stratégies de planification urbaine, encourage faussement l'empowerment du citoyen et lui procure une fausse sensation de liberté, de pouvoir, d'autonomie. La participation des habitants aux prises de décisions du BID est clairement illusoire. « Cette notion d'empowerment [est] néfaste lorsqu'elle ne constitue qu'un leurre et que le sentiment d'autonomie produit correspond en réalité à un pouvoir inexistant. »

## Partenariat Public/Privé

Un fossé, de plus en plus important, se creuse entre les citoyens et les Hommes politiques et nous amène à nous interroger sur la légitimité de notre démocratie représentative. En déléguant la prise de décision concernant la politique à nos représentants, le pouvoir de décision nous a échappé et avec lui, la possibilité d'intervenir ou même d'avoir un droit de regard sur les transformations de notre environnement proche.

Le coût de la rénovation urbaine est élevé et la plupart des hommes politiques se désengagent en remettant une part de leur gouvernance aux mains des acteurs du secteur privé. La priorité n'est plus de se préoccuper des concitoyens mais de répondre aux diktats des entreprises privées, les réels propriétaires de la ville : des quartiers entiers sont alors conçus, aménagés, entretenus par des opérateurs privés et ces derniers attendent un retour sur investissement. Leur activité majeure se limite à développer des zones urbaines, des produits immobiliers et de les louer. En terme urbanistique, on va se retrouver avec une standardisation des produits. Ils conçoivent des espaces publics à la manière de zones commerciales où le piéton n'est plus qu'un simple consommateur. Tout autre usage étant proscrit, la ville devient une marchandise que l'on consomme. Les acquéreurs, les propriétaires de la ville ne sont pas ceux qui l'habitent.

Cette forme de communication institutionnelle émise par l'institution publique tire sa capacité à maintenir ses enjeux de pouvoir par des stratégies complexes menées pour restreindre les potentiels d'analyse et de compréhension par des questionnements fermés, ou des formats qui ne favorisent pas la prise de parole. Serait-ce une manière de neutraliser tout les enjeux sociaux en posant les débats sur un modèle vertical lors de ces réunions publiques ?

Chacun est invité à dénoncer la moindre anomalie et les habitants deviennent les yeux et les oreilles du BID, le tout baigné dans une atmosphère délirante. Ce qui compte en réalité pour le BID ce sont les bénéfices. Les investisseurs privés, une fois les travaux réalisés (nettoyage, changement du mobilier urbain, élargissement des trottoirs, nouvel éclairage...), ont de grandes chances de voir leur quartier prendre de la valeur et la fréquentation des magasins augmenter. Ils veulent que l'espace soit propre et sûr pour que l'environnement ressemble à un shopping mall, que cela va inciter à la consommation et générer plus d'argent dans le quartier.

Le BID nous offre une vision de la ville comme un espace essentiellement fait pour l'investissement. Cet espace est avant tout considéré comme un produit. La préoccupation principale du BID n'est pas d'améliorer la qualité de vie de ces habitants mais bien de trouver le moyen de tirer un maximum de profit à partir de cet espace. On assiste alors à un processus de gentrification de l'espace au profit des commerçants et usagers qui peuvent investir et fréquenter ces lieux plus « luxueux ».

Tout repose sur les épaules des mairies. Pour celles qui ont des exigences de qualité d'espaces publics en termes d'accessibilité, de gratuité doivent savoir s'imposer face aux propriétaires aménageurs qui n'ont pas les mêmes priorités.

Heureusement il existe d'autres acteurs de la transformation de l'espace public, des gens mobilisés, des collectifs d'architectes qui luttent afin d'impliquer la maîtrise d'usage dans la construction de la ville. Leurs interventions sur la place publique concrétisent les mots d'Henri Lefebvre qui, dans son ouvrage *Le droit à la ville* écrivait « À la ville éternelles pourquoi ne pas opposer des villes éphémères et des centralisés mouvantes aux centres stables ? »

## Le phénomène de gentrification

Il serait intéressant de questionner en quoi la « gentrification » de certains quartiers populaires, marque également une modification des espaces et des flux. L'installation de nouveaux commerces et le développement de projets immobiliers sont visibles et modifient le paysage urbain, mais l'évolution de la politique culturelle d'un quartier est-elle perceptible dans l'espace ? Dans quelle mesure ces facteurs représentent-ils une pression économique sur certains habitants ? A partir de quels critères peut-on parler de « transformation » d'un quartier, et comment pourrait-on visualiser ces modifications autres que spatiales ?



«Expose the banalities of the new urban landscape», Phill Jenkins

### premiers constats

Nous vivons dans des espaces où nos libertés individuelles s'amointrissent au fil des restructurations du tissu urbain; rien ne doit entraver la libre circulation des marchandises et des consommateurs de biens et services. Tout ce qui peut faire obstruction aux flux dits « conventionnels » des hommes et des objets n'a plus raison d'être dans ces surfaces dont les fonctions prépondérantes sont la circulation et la consommation. Ainsi, l'espace public nous invite à n'être que de passage, favorisant les axes circulatoires et l'activité commerciale où le contact et la rencontre n'ont que peu de place. La structure urbaine de nos villes occidentales est la résultante du modèle de société libérale dans laquelle nous évoluons. Les usages, comportements et postures que

nous adoptons dans l'espace public nous sont représentés par les formes de la ville, comment pourrait-on alors retrouver une expression corporelle qui nous est propre.



Rue commerçante, 2014

# DÉMOCRATIE URBAINE

## Démocratie urbaine

Dans les années 70, les Situationnistes rêvaient la ville comme un terrain d'expérimentation où chacun aurait le pouvoir de transformer radicalement les paramètres de la vie quotidienne et où la participation serait totale. Quand on observe aujourd'hui la marge de manœuvre dont disposent les habitants en terme d'intervention sur l'espace public, on n'est bien loin de la conception utopique de l'urbain défendue par Guy Debord.

Qui sont les acteurs de la fabrique de la ville ? Les pouvoirs publics sont-ils garants d'une ville ouverte et accessible ? Qu'en est-il de la démocratie urbaine aujourd'hui ? Les habitants ont-ils leur mot à dire face aux technocrates, aux politiques, aux urbanistes, aux promoteurs qui dessinent et façonnent nos villes ?

Aujourd'hui, intervenir directement sur l'espace public, si l'on a à cœur de respecter la loi, reste très difficile pour le citoyen lambda. Les autorisations, délivrées par les institutions, s'inscrivent dans un cadre législatif et émanent de commandes publiques. Ces opérations demandent de s'engager dans des démarches administratives lourdes, qui impliquent une connaissance assidue de la loi.

« La procédure pour savoir comment répondre à un marché public nécessite un minimum de connaissances et de pratique. L'appel d'offre est l'une des procédures les plus contraignantes, ses étapes sont relativement figées car cette procédure est rigoureuse et nécessite un apprentissage progressif des entreprises débutantes en la matière. »

Or, l'habitant lambda n'est pas armé face à ce genre de démarche. L'aménagement de la cité reste alors une affaire d'experts, de spécialistes. En réponse à ce manque de représentation citoyenne dans la fabrique de la ville, les collectivités sont invitées par la législation concernant l'aménagement urbain (loi Voynet, SRU), à organiser des événements de consultation ou des concertations publiques pour donner une voix aux habitants sur l'avenir de leurs quartiers.

Même si la législation en matière d'urbanisme comporte des volets sur la participation des citoyens, ces préconisations "descendantes" ne sont pas systématiquement associées à des moyens financiers mis à disposition des collectivités, comités de pilotages, techniciens et agents publics pour les appliquer réellement sur le terrain. Les initiatives citoyennes dites « bottom up » ne concernent bien souvent qu'une partie de la population, en effet le souci du vivre ensemble et l'implication au-delà de la sphère privée ne sont généralement envisageable pour l'individu que si certains besoins préalables tel que la sécurité, l'emploi, le logement, l'éducation ou la santé sont remplis. Malgré l'accessibilité et l'ouverture de ces rencontres publiques, ne sommes nous pas en train d'observer l'émergence de nouveaux rapports de force, de formes de gouvernances à l'échelle locale, déléguées par la collectivité aux catégories socioprofessionnelles les plus élevées qui prennent du pouvoir au détriment des classes sociales les moins bien représentées. Est-ce un luxe d'avoir le souci et la volonté de s'engager dans l'avenir de nos espaces publics ?

## La «psychogéographie»

Guy Debord, fondateur du mouvement situationniste, proposera un regard critique de la géographie urbaine par le biais de la « psychogéographie », une forme de cartographie subjective appliquée à la déambulation libre en ville. Arpenter la ville permettrait de la concevoir comme un terrain de lutte, afin de détourner sa principale fonction qui est d'orienter les foules, et de prendre conscience des problématiques qu'elle engage. Cette forme de représentation de la ville par la marche, permet de développer une expertise de l'espace urbain à partir d'expériences in-situ. Par la promotion d'une approche vernaculaire dans la représentation de l'espace, on note l'introduction de l'expérience de l'utilisateur, qui vient compléter et ainsi rendre plus sensible un mode de représentation jusqu'au paravant uniquement fonctionnel.

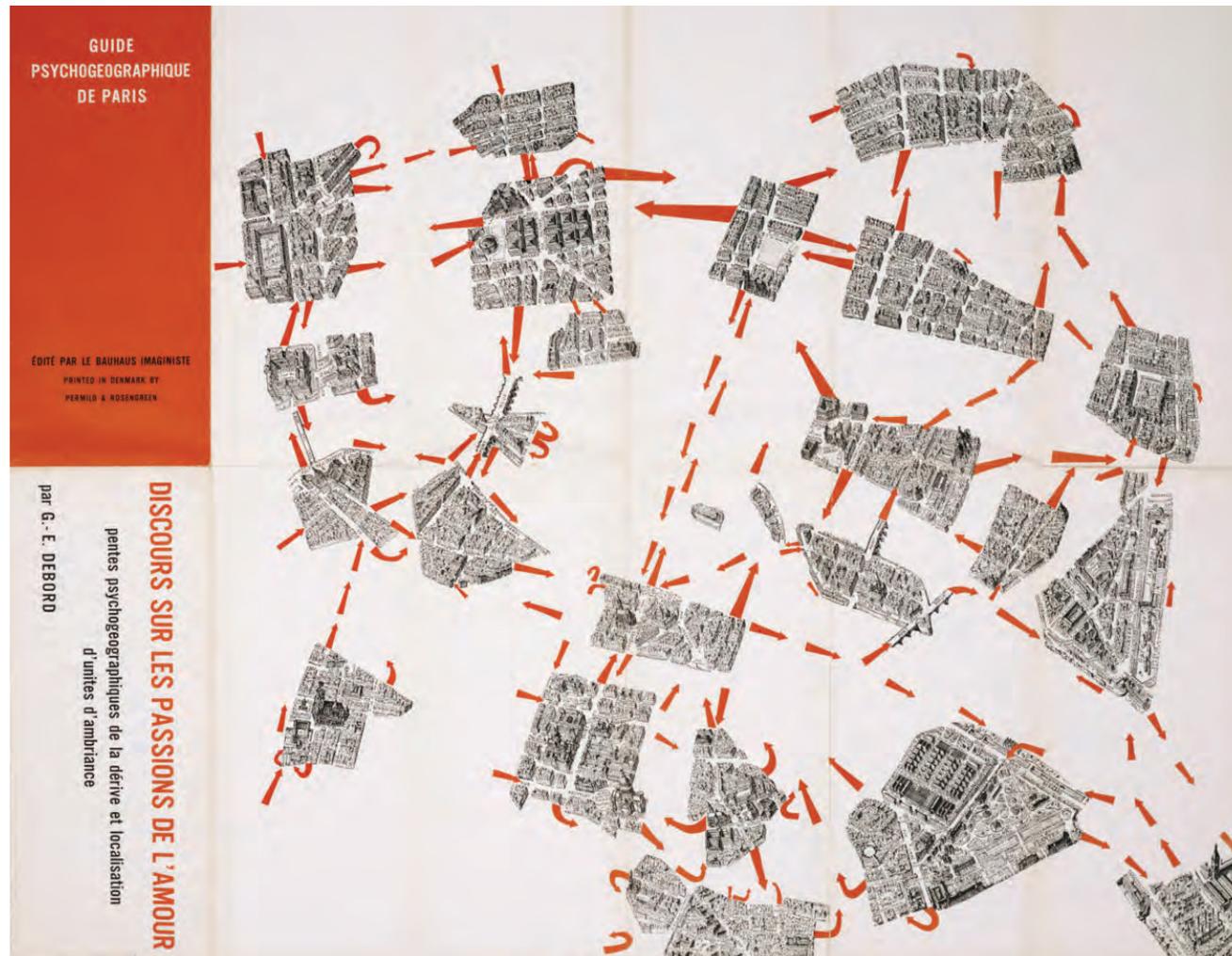
«Avec ses pratiques de détournement, ses cartographies subversives de la dérive urbaine et son ambition de créer des situations construites, l'IS cherche à injecter des compétences spécifiquement artistiques dans le champ de réception active constitué par la vie quotidienne dans les sociétés de consommation»

Franco Berardi «Bifo», L'Imagine dispositivo

«*La fabrication de cartes psychogéographiques [...] peut contribuer à éclairer certains déplacements d'un caractère non certes de gratuité, mais de parfaite insoumission aux sollicitations habituelles.*»

«Introduction à une critique de la géographie urbaine»,  
Les Lèvres Nues, n° 6, septembre 1955

«Guide de psychogéographie de Paris», G.Debord



## Le droit de cité, Collectif ETC

Un groupe d'amis diplômé de l'école d'architecture de Strasbourg, décide de monter un collectif en 2011 afin d'œuvrer en marge des circuits classiques. Ils considèrent que la fabrication de la ville suit une logique complexe et très hiérarchisée dans laquelle les usagers se retrouvent souvent exclus des processus de décision. Le Collectif ETC ainsi que plusieurs collectifs d'architectes, véhiculent une autre manière de faire la

«*Notre association travaille sur l'occupation et la transformation de l'espace public. Nous cherchons toujours à impliquer les usagers dans nos interventions. Avec pour perspective une augmentation de l'autonomie concernant les problématiques d'aménagement urbain*» Victor Mahé

ville et proposent de nouvelles formes d'aménagement urbain et de participation citoyenne. Cette volonté de fabriquer la ville en commun correspond bien évidemment à un projet de société.

Pour faire valoir cette vision de société et remporter les commandes publiques, le collectif d'architecte développe tout un argumentaire pour assoir sa posture auprès des mairies.

En défendant une vision de la ville qui se veut évolutive et appropriable par ses habitants, ils questionnent les temporalités du projet urbain mais aussi le type et la méthode de financement employé traditionnellement dans une opération de maîtrise d'œuvre d'espace public.

Le rôle et la place des acteurs et opérateurs de la transformation urbaine devraient être complètement ré-envisagés pour laisser plus de place aux habitants et usagers. Or, les dispositifs actuels de la commande publique ne sont pas du tout adaptés à une telle perspective. C'est pourquoi ils proposent d'adapter les outils d'aménagement de l'espace public, comme le plan guide, en lui laissant le temps et la liberté d'évoluer, avec la collaboration des usagers des lieux et en l'éprouvant par des matérialisations et des constructions locales participatives. Ils imaginent des modes de financements progressifs, souples et transversaux, à l'image des espaces publics en mouvement. Dans le schéma de construction d'une maîtrise d'œuvre classique, l'ensemble du budget est investi dans les travaux en une fois. Des équipements publics, des éléments de mobilier urbains poussent derrière les palissades de chantiers, entravant la vie de l'espace public pendant plusieurs années, sans nécessiter la moindre sollicitation des habitants des lieux.

Le risque est de se retrouver avec un décalage entre le mode de vie d'une population et les pratiques permises par la nature des lieux dans lesquels cette population évolue.

C'est pourquoi les membres du collectif prônent un « urbanisme tactique », c'est à dire un urbanisme très localisé, à bas coût, avec un déclenchement de travaux à court terme, réparti sur le long terme. Plutôt que d'envisager la production d'un objet fini, les projets des collectifs d'architectes s'engagent sur la réalisation d'un processus. L'idée est de débloquer auprès des collectivités une première tranche de financement des travaux à court terme et de répartir ensuite le reste du financement sur plusieurs années. En plus de permettre « une approche plus itérative, faite de tests

et d'une appréhension plus fine des usages », cet échelonnement répond aux contraintes financières que connaissent les municipalités de nos jours.

Mais se positionner en dehors du circuit des appels d'offre de maîtrise d'œuvre rend parfois compliqué l'obtention des autorisations et financements des municipalités. Prôner l'autonomie en rendant possible la prise d'initiative, et tendre à un homme libre n'est pas toujours compris par les mairies. Ces processus qui, à la fois, visent à renforcer le vivre ensemble et à favoriser l'émancipation et l'autonomie des populations demandent du temps.



«Belsunce tropical» collectif ETC place louise michel

Les politiques publiques peuvent être frileuses et restées perplexes face à ces méthodologies peu commune qui laissent plus de place à l'imprévu. Forts de leur conviction et de leur engagement, ces collectifs d'architectes n'hésitent pas à intervenir dans l'espace public sans attendre l'aval des collectivités, au risque d'agir dans l'illégalité. Après avoir demandé à maintes reprises une autorisation auprès de la mairie de Marseille pour intervenir sur un espace non-qualifié dans le quartier de Belsunce, le collectif ETC a finalement décidé d'intervenir sur la place

Louise Michel. Ils ont proposé un chantier participatif en plein cœur du quartier en soutien aux dynamiques citoyennes déjà présentes sur le terrain. « Le quartier est dans une situation de désespérance sociale et d'abandon par les institutions, estime Thérèse Basse, présidente de l'association nouvelles énergies citoyennes. Il ne faut pas toujours attendre du politique, si le citoyen veut que les choses avancent, il faut aussi qu'il se prenne en main. »

Ces interventions sur l'espace public relèvent d'un engagement fort car ces actions spontanées et bénévoles ne génèrent aucun chiffre d'affaire et de-

mandent aux membres des collectifs de puiser dans leurs fonds propres. Aujourd'hui, même si les salariés sont rémunérés au salaire minimum légal et que le statut de leur organisation leur permet d'accueillir de nombreux services civiques, ces collectifs d'architectes peinent à vivre. Quitte à se retrouver dans des situations financières critiques, ils continuent de croire aux bienfaits de leurs projets « auto-motivés » en intervenant sans attendre l'aval et les financements de la part des collectivités. L'enjeu pour eux est de trouver rapidement un modèle qui soit soutenable et qui surtout leur permettent de conserver leur autonomie et leur liberté d'action.

# Le corps citadin

La sélection d'images qui va suivre, retrace la place du corps et ses interactions avec l'espace dans lequel il évolue, qu'elles soient fonctionnelle, symbolique, gestuelle et sensible. En se demandant ce que représente l'environnement urbain pour l'Homme, ce recueil d'images confronte la dureté du béton à la résilience du vivant. L'espace commun, lieu de partage et d'accessibilité, nous raconte certaines de ses expériences relationnelles avec le citoyen qui habite la ville en tant que riverain comme de passant.



« Fakir's rest » Gilles Paté, Stéphane Argillet, Paris 2003

## Insurrection corporelle

Les infrastructures urbaines conditionnent l'homme en mouvement, elles circonscrivent le cadre des utilisations préconisées par le concepteur (en le dessinant) et la maîtrise d'ouvrage représentée par la collectivité (en l'installant). Ce type de « repose minute anti-sans abris » nous invite à n'être que de passage et permet moins d'usages imaginables que le banc qu'il remplace. La société du spectacle décrite par Guy Debord s'infiltré dans l'espace public dans la mesure où elle pousse le citoyen occidental à adopter une attitude aliénante, où il coopère passivement à un environnement matériel pour lequel il n'a pas ou peu été consulté, ainsi « ses propres gestes ne sont plus à lui, mais à un autre qui les lui représente ». On constate d'ailleurs que les personnes en second plan, utilisent ce mobilier exactement comme on leur présente.

La posture de cet homme, est une forme de désobéissance usuelle où l'utilisateur trouve une autre façon d'utiliser l'existant dans l'espace public, il déjoue les normes d'usage annoncées par une didactique de formes, de couleurs et de matériaux. Cette photographie rappelle le fait que si la matière mise en œuvre est figée, la praxis n'est jamais limitée à ce que l'objet prévoit. L'usage devient un acte créatif qui poursuit le processus de conception, ainsi l'utilisateur devient praticien actif en concevant son interprétation de l'objet.

## Formes officielles

On reconnaît le genre de panneaux qu'utilise le pouvoir technico-politique invitant les gens à regarder un paysage dont l'intérêt est validé par l'institution. Est-ce une réplique formelle et chromatique des panneaux d'animation paysagère de la DDE ? On constate dans cette photographie, la présence « officielle » de la collectivité dans l'espace public, qui se présente en tant que prescripteur. Par les codes d'esthétisation de l'action publique, le message est des plus anecdotique « Cleunay : chez Denise », qui capte le regard et laisse un moment le passant reconsidérer l'espace dans une expérience déconcertante, qui est cette Denise ? le passant peut être amené à chercher la façade de ce bâtiment, tout en pensant que cette fois-ci, la vue ne semble pas comporter une valeur patrimoniale ou esthétique exceptionnelle. Ce panneau use et abuse de son statut d'expert du bon goût, en installant une « vue » qui se fonde dans les formes habituelles de la signalétique routière. L'objet n'est pas un support de contemplation collectif mais un « pop up » qui conseille à l'individu passant de regarder en vrais, l'image signifiée.



« Cleunay : ses gens » Robert Milin, Rennes, 1998, sérigraphies sur films 3M contrecollés sur panneaux aluminium

## L'échelle humaine

Les performeurs utilisent leurs corps comme unité de mesure de l'espace en remplissant les vides que laisse entrevoir l'aménagement urbain. Habillés comme des joggeurs du dimanche, on voit un groupe de sportifs menant une pratique libérée et décomplexée de l'environnement urbain. « L'homme des foules » fait donc son parcours de citoyen coloré, son corps devient élément constitutif de l'espace public en s'insérant dans les interstices de la ville. Ces « gymnastes » transforment la place que la ville laisse disponible aux corps, dans un jeu de couleurs qui nous permettent une lecture nouvelle de nos paysages urbains, et dans ce cas d'un encadrement

de porte. On peut sentir par la proximité des corps, un rappel aux cultures propres aux villes démesurément peuplées ou la place corporelle disponible est réduite à son minimum. La marcheuse nous signifie la fonction de la rue, et donc de la ville, conçue par flux et réseaux de liaison dans lequel l'homme s'insère. Ainsi l'espace urbain ne se lit pas comme un volume extérieur à l'homme, l'homme est la ville, au même titre que la ville fait partie intégrante de la vie humaine.



« Bodies in urban spaces », 1999, Compagnie Willy Dorner



L'art forain au forum des halles, 1980, Paris, photographie de Sylvie Mercier

## Top-down

« La ville est une scène à 360° », est l'affirmation manifeste du centre national de création en espace public « Lieux publics » à l'image de ce carrousel au premier plan de l'image, le carrousel possède une double fonction, il fait vivre un moment d'imagination à l'enfant, et met en scène l'enfant tel un petit comédien devant ses parents qui attendent chaque tour (voir premier plan droite) pour ne pas louper une seconde du spectacle dont font partit leurs enfants. L'intervention artistique in-situ fait art du « vivre ensemble » ou les citoyens habitent temporairement la place publique. L'interaction avec le public donne à percevoir le lieu et le contexte humain sur lequel elle prend appui. La place publique comme espace de débat et de manifestation est

étroitement liée à l'histoire de la démocratie, ses fonctions contemporaines s'apparentent à celles des agoras de la Grèce antique. Cependant la place en tant qu'espace historique du politique, voit son potentiel démocratique désamorcé au profit d'un espace destiné à consommer un service culturel institutionnalisé, ne laissant que peu de place au recul critique et à l'émancipation citoyenne. A l'image de « lieux publics », ou de structures telle que « royal deluxe » les arts de la rue ont élargi leurs pratiques en menant une réflexion prospective sur les relations entre l'art et la ville, par une appropriation temporaire et symbolique de l'espace commun, partagé entre artistes et public réunis.

## Bottom-up

La Zone Autonome Temporaire est une forme d'insurrection sociétale qui prend forme selon l'auteur par le sabotage artistique, ou le terrorisme poétique. L'espoir de la taz est de susciter le changement par une prise de recul critique face à ce qui nous entoure. La TAZ « libère une zone (de terrain, de temps, d'imagination) puis se dissout (...) pour se reformer ailleurs dans le temps ou l'espace » La facette éphémère de cette approche libertaire et contestataire de l'art, est proche du festival sauvage, ou les structures d'autorité s'effacent dans la convivialité et la célébration. La TAZ, à l'image des block parties issues de l'émergence de la culture hip-hop, refusent « les espaces concédés à la liberté » mais s'approprient temporairement un lieu avant de disparaître. Dans les années 80, les pratiques telle que le breakdancing, le Mc'ing, le DJ'ing et le graffiti, ne

sont pas reconnues et se développent essentiellement dans l'espace public. De la même manière que la taz, ces événements incubés dans la rue et liées à des contextes sociaux particuliers, se sont développées avec un fort engagement sans chercher à faire du politique. Les block party, sont des espaces non reconnus d'expression artistique, déclarées au dernier moment par ses « organisateurs » dans un parking, un terrain de basket, un terrain vague, et branchées illégalement sur le réseau électrique de la ville, on y voit une de fête des voisins marginale. L'auto développement d'espaces et de moyens d'expression parallèles, est dans ce cas une véritable forme d'appropriation temporaire de l'espace public par les habitants.



Block party, 1980, Queensbridge-New York



## Herméneutique paysagère

L'agora située en arrière plan de l'image est à Athènes, on y distingue une architecture étatique, avec de hautes colonnes érigées bien visibles au delà des remparts. Composée des différentes institutions démocratiques sur cette place, et réunies en un même centre décisionnel, l'espace signifie et témoigne de l'organisation administrative de la cité.

La Pnyx, au premier plan, est une colline sur laquelle sont votées les lois par une assemblée de citoyens. La vue de cette plateforme, se compose comme un tableaux en comprenant derrière l'orateur, l'image de la cité athénienne elle même. Il faut imaginer les citoyens votant au même point focal de la prise d'image pour comprendre la contextualisation spatiale et imaginaire de cet espace de décision. Voir la beauté de ce pourquoi les citoyens se réunissent pour décider ensemble, cette vue garde une symbolique forte et inspire la bienveillance de la part du citoyen votant.



Plate-forme de la Pnyx d'où parle l'orateur public

## Chacun son camps

Ces signes visuels, formes de pictogrammes, ne sont pas accessible sans un apprentissage préalable, seu-

 KIND LADY LIVES HERE	 KIND WOMAN, tell pitiful story	 FOOD HERE if you WORK	 RELIGIOUS TALK with FREE MEAL		
 IF YOU ARE SICK, they'll care for you.	 DOCTOR HERE, WON'T CHARGE	 FREE TELEPHONE	 ALCOHOL IN THIS TOWN	 YOU CAN SLEEP in HAYLOFT	
 KEEP QUIET	 HOLD YOUR TONGUE	 BARKING DOG HERE	 VICIOUS DOG HERE	 BEWARE of FOUR DOGS	 EASY MARK, SUCKER
 THE SKY is the LIMIT	 TROLLEY STOP	 GOOD PLACE to CATCH a TRAIN	 THIS IS NOT A SAFE PLACE	 MAN with a GUN LIVES HERE	 BE PREPARED to DEFEND YOURSELF
 DISHONEST PERSON LIVES HERE	 CONARDS will give, to get rid of you	 YOU'LL BE CURSED OUT	 A BEASTING AWAITS YOU HERE	 POLICE HERE FROWN on HOBOS	 AUTHORITIES HERE ARE ALERT
 THERE ARE THIEVES ABOUT	 CRIME COMMITTED, not safe for strangers	 JUDGE LIVES HERE	 COURTHOUSE: PRECINCT STATION	 OFFICER of LAW LIVES HERE	 JAIL

Codification urbaine de cheminement pour les communautés «HOBOS»

lement très peu d'éléments sont figuratifs (prison, religion, docteur, chiens). Cependant de nombreuses traductions se comprennent par analogie symbolique, ou association à l'argotique anglo-saxon. Aux vues des éléments répertoriés dans ce tableau, on y lit une forme de signalétique de survie pour vagabonds ou sans abris. Les rapports à la sécurité de l'individu sont prédominants, ce pourquoi un travail de codification s'est avéré plus pertinent que l'écriture de mots. Pour conserver leurs mode de vie, et survivre dans une société qui leurs est hostile, ces personnes ont créé un langage visuel volontairement difficile d'accès, pour exprimer des concepts compréhensibles par tous. On peut faire l'analogie au vocabulaire technique des domaines de l'urbanisme, du droit ou de la politique, domaines qui se trouvent ainsi réservés à une intelligentsia cultivée, et qui ne permet pas à l'ensemble de la population de s'y intéresser en prenant en compte pleinement les enjeux puisque les idées sont vulgarisées.

## L'indi-visible individus

Cette photographie nous montre un mur en béton, estampillé du personnage du Modulor de l'architecte le Corbusier. La pointe de son bras touche la ligne de banchage accueillant l'IPN qui marque la structure sur laquelle repose le plancher du premier étage. Ce personnage représente une architecture propre au Corbusier, fondée sur un modèle de proportion corporelle uniformisé. On note ainsi que la hauteur de plafond, comme l'ensemble des autres normes qu'il préconise, est basée sur un même modèle ne laissant aucune place à la singularité de

chaques individus. On note la présence de deux enfants sur l'image, dont un des deux s'est assis le bord d'un encadrement. Cet enfant encore loin de la taille d'un adulte, atteint pourtant par son ingéniosité, son agilité, et son innocence, un point plus haut que le modulor qu'il semble défier.



Plate-forme de la Pnyx d'où parle l'orateur public

## navig'action



«Radeau de sauvetage», collectif HéHé, 2012

Expérience étrange, un homme est assis sur une plateforme reposée sur un chemin de fer. Il porte un gilet de sauvetage, et tient des cordages entre ses mains, qui semblent agir sur une voile gonflée de vent, sa posture confirme qu'il navigue ! La couleur orange associée aux codifications maritimes de visibilité, ainsi que les structures blanches nous rappellent le petit bateau de plaisance. La taille du dispositif nous signifie une très petite embarcation de type optimiste. On comprend l'analogie

faite entre deux moyens de transport, l'intrusion de l'univers de la mer sur une voie de cheminots. Mais l'image ne nous assure pas que l'engin roule sur les rails entraîné par le vent. Avons nous envie de croire que la voile puisse actionner un roulement mécanique comme elle ferait glisser une coque fuselée sur l'eau ?

L'espace dans lequel ce navigateur urbain se trouve, nous est tout à fait commun. Nous sommes aux abords d'une voie de chemin de fer dont les mauvaises herbes nous annoncent qu'elle n'est probablement plus en activité. La paroi de béton, partiellement recouverte de «spectres» de graffitis, délimite cette voie de communication d'un espace composé d'une végétation plus dense.

L'expérience est vécue à la simple vision d'une image fixe, on sent la dépendance de l'intervention au contexte pour lequel elle a été conçue. L'objet «sur mesure» inscrit l'intervention dans un rapport de proximité avec l'espace, le constat photographique est alors plus parlant que l'objet lui-même. Cet acte réanime un lieu visiblement délaissé à l'aide d'un nouvel usage. L'homme s'autorise à son échelle, la pratique d'une parcelle oubliée. L'auto-dérision qui en ressort marque une forme d'humilité quant aux moyens d'action de l'individu sur son environnement. L'embarcation de fortune, de sauvetage, sur laquelle se trouve un navigateur qui

porte des vêtements de ville, nous conte l'histoire d'une émancipation, une échappatoire individuelle où l'urbain récupère physiquement sa singularité sur un réseau de masse. Occupation d'espace abandonné, énergie durable, existe-t-il une destination, quelle est-elle ? La liberté de direction que nous inspire la navigation se confronte à l'unique voie que les rails nous imposent, le changement de cap devient alors tributaire d'un éventuel aiguillage. Objet d'évasion, le bateau à voile dénonce l'infrastructure et son sens unique par une perturbation ponctuelle qui génère une nouvelle perception du réel. Le support de communication qu'est la voie ferrée, peut être interprétée comme une image manifestant le manque de liberté dont l'individu dispose dans sa pratique de l'environnement urbain. Le sens unique en tant que fatalité pour le citoyen, n'anéantit pas nos sensibilité, nos rêves ainsi que nôtre soif de poésie individuelle et collective. Bousculer ses habitudes formelles du «dehors», incite à questionner nos façons d'exploiter nos environnements et peut faire émerger de nouvelles attitudes, par le biais d'une vision plus ouverte de ce qui nous entoure. L'image propose la ré-introduction d'une part d'humanité dans l'utilisation d'un univers plastique monotone, on peut l'interpréter comme une indignation face aux éléments structurels de la sociétés qui créent inévitablement chez l'homme une forme de lassitude visuelle.



On voit sur ces images, différentes représentations de paysages urbains. Les plans empruntés à l'univers cinématographique, livrent un ensemble composé de couleurs saturées, de contrastes trop marqués et de textures imparfaites qui nous indiquent qu'il s'agit d'images de synthèse. Le relief, la signalisation routière et les grattes ciels, une fois assemblés, posent le cadre spatio-temporel d'une ville contemporaine de la côte ouest des Etats Unis. La topographie proche de celle de Los Angeles, ville très représentée dans le cinéma, nous est familière et donc facilement reconnaissable.

On note une recherche de réalisme dans la mise en forme de ces espaces. La comparaison avec le monde réel est inévitable, notamment par la haute définition des images, qui donne à l'écran un pouvoir persuasif de plus en plus fort. La précision d'affichage est le premier atout du jeu vidéo, elle est corrélée à la puissance de calcul des composants électronique. La vue étant le sens le plus mobilisé de notre génération, c'est donc sur des évolutions graphiques que les game designers ont essentiellement concentré leurs efforts afin de proposer des expériences plus immersives

Le joueur vit par procuration, des expériences qu'il ne peut se permettre dans la vie réelle. Les avatars qu'il incarne lui permettent une expérience libérée de la ville dans laquelle il évolue. A la manière d'une soupape de décompression, ses actions virtuelles n'ayant aucune conséquence, il enfreint les lois et roule à contre-sens dans le simulacre de la société contemporaine dans laquelle il évolue.

Le panel d'interactions avec l'environnement représente un risque pour le joueur, qui finit par transposer ses névroses sur un monde virtuel, lui insinuant par la même occasion l'impossibilité d'agir sur le tangible. La redécouverte d'un équivalent de notre environnement conçus pour divertir, crée une distanciation entre l'individu et son espace. Pourtant l'expérience de jeu pourrait aider à appréhender les problématiques liées au comportement humain et ses porosités avec les volumes de la ville. Mais la compréhension du monde physique est masquée au profit d'un défouloir temporaire. Sauter en parachute entre des bâtiments représente le lâcher prise dont les citoyens rêvent. Ces fictions contrôlées pallient aux contraintes qu'imposent la ville sur l'homme en mouvement, en expérimentant des situations inhabituelles.

La modélisation 3D, si elle est utilisée à des fins de divertissement pour le joueur, elle est également un outil de conception pour les «faiseurs de la ville». Ce médium s'est démocratisé notamment par le biais du web et du jeu vidéo, et représente désormais un support pertinent et accessible pour comprendre l'espace. Le point de vue extérieur que l'on adopte intuitivement en visionnant la 3D nous permet une lecture plus analytique des éléments qui composent la ville. Peut-on déduire qu'une expérience visuelle fidèle à la réalité ne facilite pas la compréhension globale de systèmes comme la ville. D'où la nécessité de vulgariser certains éléments pour le concepteur. Le fait de pouvoir jouer en ligne est également une occasion de mener une expérience collective de l'espace urbain. On se confronte sou-

dain à de nouveaux participants, de nouvelles façons de se repérer dans l'espace, la coopération nécessite une lecture plus spontanée. A ce moment le joueur met son corps en pause, en activant un personnage avec qui il entre en empathie par un contrôleur, il se persuade intellectuellement de ce qu'il fait dans la matrice ce qui justifie de ne pas le vivre en vrais. Contrairement à la performance, l'expérience de pensée est en partie contrôlée par l'utilisateur/spectateur.

### Le projet HTP 3D



mené par l'association **HORIZOME**, située à Strasbourg dans le quartier d'haute-pierre, ce projet est une plateforme web contributive qui s'alimente l'ors de cours de jeux vidéos menés par Grégoire Zabé et Matar Niang. A partir des modélisations du quartier, les habitants se créent leurs avatars afin de re-découvrir leur quotidien avec la distanciation et le recul que permet l'outil de conception 3D.

# 3

# UNE CRÉATION DÉSObÉISSANTE

Quel rôle le designer peut-il adopter face aux évolutions de l'espace urbain ? Quelle posture peut-on adopter face à ce sentiment de contrôle grandissant dans nos villes, en fin de compte le designer est avant tout un citoyen comme un autre. En partant du principe de « capabilité » explicité par Amartya Sen, selon lequel chaque individu est capable de grandes choses, les citoyens disposent de capacités individuelles qui peuvent être activées et mise au service de l'intelligence collective par le designer

## La désobéissance civile

La désobéissance civile est une forme d'action non-violente liée à des expériences de lutte sociopolitiques. Ces actes de désobéissance à une loi ou un règlement en vigueur, est accomplis dans le but de faire pression sur une autorité sous forme de non-coopération.

Dans les luttes sociales, la violence est généralement interprétée comme une posture réactionnaire et maladroite, cependant l'affrontement physique à toujours joué un rôle important dans l'histoire des conflits sociaux à travers le monde. Avant de mesurer l'impact que peut avoir la création engagée, il est important de rappeler que certains « urbains », par choix ou par défaut, expriment leurs engagements par le biais de violence à l'égard de la représentation du pouvoir (autorités, équipements publics...) Certains contextes socioculturels, rendent la prise de recul moins évidente ou moins accessible, mais il pourrait être intéressant d'y porter une plus grande attention. L'abri bus cassé, est une forme de participation citoyenne, d'affirmation d'une posture dissidente, à laquelle l'institution n'est que partiellement à l'écoute. Au-delà chaque acte de vandalisme, il se peut que l'intention soit plus grande que la simple pulsion de dégrader.

## Un design engagé

Le potentiel du design engagé est intéressant à analyser dans sa capacité à appréhender et réagir à un contexte particulier. La créativité réalise les rapports de force contextuels, elle permet d'élaborer des stratagèmes astucieux, à l'image de la pratique de l'aikido, qui vise à retourner la puissance d'attaque de l'adversaire à son encontre. La stratégie du designer peut donc prendre la forme d'une « Métis » au sens de Michel de Certeau, la ruse comme solution pour vaincre un adversaire plus puissant.

## Créativité désobéissante et objets de lutte

Les objets de revendication peuvent émerger sous forme de création exutoire ou le designer se rapproche d'une posture artistique par la réalisation d'objets manifeste, on sent généralement dans ce cas un désengagement quant aux problématiques soulevées, comme l'impossibilité de répondre concrètement aux enjeux traités. Les objets de manifestations sociales naissent également d'individus qui aspirent à l'émancipation collective, par le biais compétences qu'ils peuvent apporter dans un élan commun.

## Disobedient objects

L'exposition « Disobedient Object » de Catherine Flood et Gavin Grindon montre le rôle que peut tenir l'objet dans les manifestations sociales.





## Se protéger

Les manifestations, marches et autre intervention sur voie publique étant sujettes aux débordements, autant par le corps manifestant que l'austérité des forces de l'ordre. Les manifestations de 2013 à Istanbul ont du faire face à une forte utilisation de gaz lacrymogène, les manifestant on développé un masque de protection à partir de ce dont ils disposaient. D'un besoin va naître un objet DIY dont le mode de fabrication diffusé en open source s'est répandu très rapidement à travers le monde. On note d'abord l'inefficacité de l'usage de la violence à laquelle les forces publiques savent répondre, ainsi qu'un « sentiment de positivisme social au travers de la créativité collective ». <sup>1</sup>



## S'opposer physiquement aux forces de l'ordre

Le Book block shield, à été développé par des étudiants italiens puis à été relayé a travers l'Europe et les Etats-Unis. Les étudiants ont crée un dispositif sous forme de revendication symbolique pour leur droit à l'éducation. L'outil qui à été réalisé possède une double fonction, sa fonction première est celle d'un bouclier de protection comme l'utilisent les forces de l'ordre. Ces boucliers prennent la forme de couverture de livres majeurs qui défendent les libertés individuelles. L'objet devient également support de revendication symbolique, qui prévoit d'avance l'effet médiatique, en imaginant la presse

filmer les autorités en train de frapper ces couvertures de livres, donc la représentation symbolique des droits fondamentaux. Cette action cherche à ridiculiser l'état, qui par le biais des forces de l'ordre, attaque l'image même de l'enjeu défendu. Le objet est pensé en fonction d'un contexte particulier ce qui lui donne tout son impact et sa pertinence



«123 occupy» common practices



«Inflatable cobblestone», action du collectif Eclectic Electric en coopération avec le collectif Enmedio pendant la grève générale à Barcelone 2012

## Occuper l'espace public.

Le collectif « common practice » a proposé trois projets d'occupation de l'espace public lors du mouvement Occupy Wall Street de 2011, basé au Zuccotti Park à New York. L'objectif était d'occuper le terrain suffisamment longtemps pour faire reconnaître le rôle d'acteur politique des citoyens. Le collectif a donc mis en place des architectures éphémères afin de se protéger des intempéries par une grille de structures faites de palettes, de carton et de bâches. Ils ont également proposé une réinterprétation de la tente de guerre, pour redéfinir les codes politiques par une assemblée générale gonflable dont

l'objectif est d'engager un consensus entre les parties. L'existence du dispositif engage à la participation aux débats des membres de l'organisation. Ces interventions qui assemblées selon une trame précise créent un lieu que l'on peut considérer comme une « hétérotopie » comme l'entend M. Foucault, au sens d'un lieu physique dans lequel l'utopie se développe.

Ces formes d'engagement exposent l'espace urbain comme « le lieu d'une mécanique sociale dans laquelle les représentations joueraient un rôle fondamentalement politique ». Mais ces rassemblements d'énergies sont ponctuels, on peut alors se demander si leur temporalité permet la projection d'une pensée critique sur le long terme. Jacques Rancière, voit l'aspect temporaire de ces interventions comme étirable, leurs existences perdurent par le partage des plans de construction sur internet, des enregistrements audio visuels, et des objets imaginés lors de ces événements, qui témoignent par leur réalité physique de leur existence dans le temps, le rôle de l'objet est donc d'immortaliser une pratique, un mouvement, une revendication.

On retient que créativité et désobéissance tendent ensemble vers des formes de contestation non violentes, par un travail de canalisation des énergies et la volonté de s'engager dans une démarche collective, positive et constructive. Un des principaux fondements de la culture hip hop, à l'origine du principe de « battles », ces affrontements en danse ou en paroles sont un moyen de retourner l'énergie négative en énergie positive et créatrice. Apprendre à gérer les frustrations et les transposer en se donnant des défis artistiques.

# Le design défroqué

Comment le designer peut-il défendre une position éthique ? Comment en tant que citoyen peut-il se focaliser sur l'impact de ses gestes et son rôle pour la société ?

Le designer est aujourd'hui plus que jamais doté d'une conscience politique qu'il applique à sa pratique, notamment par rapport à un système économique libéral dominant, une génération de designers dit « defroqués » mènent une résistance. Par defroqués, à l'origine qualifiant un prêtre qui conteste les fondements de sa religion, on entend une pratique de design qui va à l'encontre des systèmes de consommation, de conception, et de distribution dominants.

Le système capitaliste comprend des rites, des croyances liées à la libre organisation des marchés, exerçant un contrôle sur les citoyens réduits au rang de consommateur par des mécanismes dont les designers ont un rôle prépondérant. Le designer exerce donc un pouvoir opérant sur l'utilisateur, il participe à l'organisation sociétale et doit ainsi affirmer sa position face au système marchand. Le contexte social et politique pousse les citoyens à redéfinir les manières de vivre et l'organisation sociale sur les plans politiques, environnementaux, sociaux et culturels, mais de nombreuses démarches souffrent de récupération ou le système dominant ruse afin de maintenir son autorité.

Le designer est en mesure de participer par son activité à la redéfinition d'un nouvel ordre social et politique, afin de faire émerger des impulsions citoyennes indépendantes du système dominant. La société est en constante évolution, la pensée critique dans le design passe par l'expérience de pensée, on peut prendre pour exemple les radicaux italiens qui utilisent la conception utopique comme outil d'interrogation de la société.

« *Toute culture était selon nous répressive parce que fondée sur une séparation des fonctions entre ceux qui la produisent et ceux qui la consomment* »

Andrea Branzi, *La création libre*



Workshop chair, Jerszy Seymour

Les designers defroqués privilégient les pistes de réflexion aux objets « prêt à utiliser ». Ouvrir le débat permet d'impliquer l'utilisateur dans le processus de création, qui prend plus d'importance que le résultat final. Concevoir le design comme une pratique critique indépendante, permet d'établir des modèles économiques alternatifs, et de renforcer la cohésion sociale.

## FOUNDation :

Rikkert Paauw et Jet Van Zwieten ont initié le projet « Straatlokaal » « local de rue », le principe consiste à construire des lieux de rencontre à partir de bennes à ordures, de matériaux de récupération et de vieux meubles du voisinage. L'idée est de faire participer les riverains, pour tisser des liens entre les différents acteurs d'un quartier par l'acte fédérateur de se ré-appropriier l'espace public. L'intérêt est de prendre conscience de notre pouvoir d'action sur la transformation des lieux public que nous partageons au



## Arnold circus friends :

Arnold Circus était un lieu occupé par des dealers, le designer ainsi que les habitants ont monté un collectif afin d'organiser des pique-niques et des concerts, pour réhabiliter le lieu.

Au fur et à mesure de l'implication de l'habitant, l'endroit est redevenu progressivement un lieu public. Martino Gamper, à réactivé ce lieu avec les habitants, notamment en lançant la production indépendante d'une assise estampillée au nom de l'association. L'unité de plastification se trouvait sur place.



## Bureau Ephémère d'Activation Urbaine :

A Saint-Etienne, la cartonnerie a mis en place un programme permettant de redynamiser la vie de quartier dans le centre-ville profondément marqué par la transformation urbaine. Par le biais de l'effort collectif, des ressources locales, et des initiatives privées, les objectifs ont été de valoriser l'identité du territoire, transformer les boutiques vacantes du centre ville en support d'actions collectives et transformer l'ambiance des rues délaissées.

« Garder la distance avec le système dominant et ses méthodes permet de ne pas se laisser contaminer par ses valeurs mais empêche également de confronter l'action du designer défroqué à la réalité de la gestion de la vie quotidienne de tout un chacun. Ou bien le designer défroqué intègre le système dominant et joue avec ses faiblesses, le transformant de l'intérieur par des méthodes virales. »

Daria Ayvazova

«Poétique du design», design et politique.



Bureau Ephémère Activation Urbaine

Les designers défroqués participent à une nouvelle distribution de la hiérarchie des rapports sociaux, politiques et culturels sur un modèle horizontal. Par le biais d'objets, manifestations et services, ils encouragent l'usager à l'autonomie et à la réflexion. Entre prise de position et critique du pouvoir marchand, ces formes propres à porter des interrogations sur la société et proposer des alternatives sont sujettes à des récupérations par le monde entrepreneurial dont les finalités sont essentiellement marchandes, et donc opposées à celles du designer défroqué.

# L'APPROPRIATION

Les habitants tendent à s'approprier l'espace urbain, en tant qu'usager, ils se définissent par l'utilisation des divers services urbains. En tant que citoyens ils prennent leurs parts de responsabilité dans le bon fonctionnement de l'ensemble des services de la ville (exp : propreté publique.)

Les pratiques des usagers sont un baromètre pour les services technique de la ville, allant de l'indifférence à l'enthousiasme, de l'attitude passive à la protestation pour les différents espaces de la ville.

## définitions :

**appropriation** : adaptation de quelque chose à un usage défini ou à une destination précise, action qui vise à rendre propre quelque chose.

### La possession :

est différente de la propriété juridique. Saisie corporelle « saisir » elle implique un rapport au corps, à la main. L'expérience physique de la prise en main est une forme de possession mais temporaire.

### La désignation :

est une possession temporaire, jouer au foot sur un parking, il n'y a pas d'attachement permanent à l'élément que l'on s'approprie. La possession n'est pas juridique, elle est morale et affective. L'objectif est de transformer cette chose en un support d'expression de soi.

### Le façonnage :

donner forme à quelque chose, avoir un réel impact sur la matière, la modifie, ce qui implique que matière nous appartient ou que l'on se l'accapare.

L'appropriation est une dynamique d'action sur le monde matériel et social dans une intention de construction de soi, dans un espace public qui nous confronte à autrui.

Il y a des designers qui portent leur réflexion sur le rapport usager/objet, en brouillant les frontières afin de permettre l'appropriation. A partir de quoi peut-on considérer l'action de l'homme sur l'objet comme une appropriation ? Son achat, son utilisation, sa personnalisation ?

## Appropriation de l'espace public

Un espace véritablement public est impersonnel, puisqu'ouvert à tous, ou coexiste des êtres sensibles, anonyme. Notre pratique de la ville ne doit pas interagir avec le corps d'autrui, qui représente la limite de son intimité et celle de nôtre liberté d'agir. L'espace possède ses règles et ses codes afin de cohabiter : codes physiques barrière, signalisation et code comportementaux : la civilité.

Nous n'avons pas tous la même expérience de la rue, certains y passent plus de temps que d'autre, dans un espace qui est par définition non appropriable.

En repartant des concept définis en lien avec l'appropriation, nous allons explorer dans quelle mesure l'usager peut-il agir sur son environnement matériel ? quelle peuvent être ses motivations à s'engager dans une dynamique d'appropriation et quelle sont les moyens dont-il dispose pour exprimer son rapport à l'espace public ?

## Perception et affordance

Le comportement humain est soumis aux contraintes de son environnement, on se concentre sur l'environnement matériel : un ensemble d'objets et de volumes qui compose l'espace dans lequel l'être humain évolue. Ces objets, ces volumes perçus par l'être humain définissent une grande part de nos gestes quotidiens.

James Gibson, philosophe, a fondé son analyse de la perception sur : Les rapports entre l'animal et l'environnement, «*The Ecological Approach to Visual Perception*»

Pour commencer il est important de rappeler que l'homme perçoit son environnement à son échelle, de taille (généralement du millimètre au kilomètre), et de temps (de la seconde à l'année). Ce rapport de proportionnalité entre l'échelle de l'être et celle de ce qu'il peut percevoir, nous laisse comprendre que l'action de l'utilisateur sur son environnement matériel ne peut généralement se faire qu'à son échelle.

William Gaver considère le terme affordance comme les propriétés de l'environnement qui rendent certaines actions possibles pour un individu.

### Affordance perceptible :

Un objet affine une action et la suggère visuellement. Il permet par sa forme, une compréhension/lecture intuitive des usages qu'il prévoit.

L'univers matériel de l'homme conditionne ses mouvements et ses actions. L'objet définit le cadre des utilisations préconisées par le concepteur, par sa forme ou dans un manuel d'utilisation par exemple.

«*La société du spectacle*» décrite par Guy Debord, conséquence d'un modèle de société limitant l'individu à celle d'un consommateur passif, s'infiltrer dans l'expression corporelle de l'individu. Elle le pousse l'homme (doté d'une capacité de penser et d'agir) à adopter une attitude aliénante, où il coopère passivement à un environnement matériel pour lequel il n'a pas ou peu été consulté, ainsi :

«*ses propres gestes ne sont plus à lui, mais à un autre qui les lui représente* ».

L'homme agit principalement sur son environnement par l'acte de consommer/ utiliser ou non certains produits. L'utilisateur entre en interaction avec ce qui l'entoure selon des modalités définies par la production industrielle. L'objet standardisé est donc inévitablement à l'origine de gestes, de posture et de pratiques uniformisées.

### Affordance dissimulée:

Un objet affine une action mais ne la suggère pas de visu. Utiliser un coin de table, briquet pour décapsuler une bouteille est une affordance dissimulée, c'est une interprétation de l'objet mais n'est pas directement perceptible. Ainsi, découvrir et utiliser une affordance dissimulée peut se référer à une utilisation détournée de l'objet ou à une fonctionnalité que le concepteur de l'objet n'avait pas l'intention, de rendre explicite. L'utilisateur trouve une autre façon d'utiliser l'existant, il déjoue les normes/modalités d'usage annoncées par une didactique de formes, de couleurs et de matériaux. La matière mise en œuvre est figée, mais la pratique n'est jamais limitée à ce que l'objet prévoit.

## Usage comme continuité de la conception

Si l'homme occidental a généralement perdu cette « compétence d'édifier » dont traite Françoise Choay, découvrir une nouvelle possibilité d'utilisation devient un acte créatif au même titre que les étapes de conception de l'objet. Cette capacité à penser des utilisations indépendamment de ce qui est prévu, poursuit le processus de conception, ainsi l'utilisateur devient praticien actif en concevant son interprétation de l'objet. C'est une forme d'appropriation. Augmenter les possibilités d'un objet revient à porter un regard analytique selon les méthodologies du design. En tant qu'utilisateur, le corps ne fait pas que subir la réalité physique de ce qui l'entoure. L'objet devient un support pour y exprimer son individualité. L'homme se donne une place dans le processus de conception de l'objet par son utilisation sans pour autant maîtriser un langage technique propre aux concepteurs.

A l'installation des « vel'ib », la selle est devenue un vecteur de communication communautaire sur l'état du vélo (selle retournée signifie que le vélo est en mauvais état)

Les vélos stationnés devant les laveries de quartier deviennent « bancs public » individuel pour patienter au soleil. En Afrique le crédit de téléphone mobile devient un substitut à l'argent liquide, on peut l'envoyer à l'aide d'un simple code à longue distance, elle n'est pas visible à l'inverse d'une liasse de billet, en plus de détournement d'usage, c'est tout un système organisationnel avec les règles nécessaires à son développement.

Si l'essai « La mort de l'auteur » Roland Barthes vise notamment les œuvres littéraires, peut s'appliquer à l'objet. L'auteur doit céder sa place au lecteur, qui réécrit le texte pour lui-même, il en possède sa propre lecture par son interprétation : l'auteur n'est donc plus le seul garant du sens de sa production.



Selles retournées sur Velib', Paris 2015



«Rues de Paris», rue réaumur Kevin Fernandez



«tous les jours dimanche» manolo-mylonas

### L'augmentation des usages possibles

Ces images montrent des pratiques impulsées par les usagers à l'encontre d'un cadre d'usages circonscrits par les concepteurs, le plot de signalisation devient un repose pied, le dossier du banc devient un support pour s'étirer, et la voie rapide est transformée en aire de pique-nique.



«Hà Nôi & Above», Alex Nicholson

La compétence d'édifier définit par F.Choay étant définit comme un langage naturel de l'homme, cette aptitude resurgit dès que la notion de nécessité se fait ressentir...

### La notion de nécessité confrontée à la compétence d'édifier

Ernesto Oroza porte dans l'ouvrage «*RIKIMBILI*» Une étude sur la désobéissance technologique et quelques formes de réinvention. C'est parce que le besoin et l'usage deviennent centraux dans la perspective d'emploi raisonnable des ressources et de réduction de la consommation, comment des individus - sous la contrainte - ont su oser cette alternative.

Il débute son ouvrage en insistant sur l'importance de prendre conscience de ce qu'est la nécessité. Le besoin, en tant qu'instinct de survie à été le moteur du développement de l'humanité depuis son origine. L'homme est en train de substituer l'effort pour survivre (que l'on pourrait nommer la création) au simple fait de consommer. «*Avoir besoin c'est potentiellement être plus libre*».

Il expose l'ensemble des principes créatifs caractéristique au contexte économique et social à Cuba, où le besoin est devenu vecteur d'un nouveau rapport homme/production et homme/consommation.



Le cubain, part le manque, gagne une souveraineté qui l'amène à créer, assembler, réparer, hybrider des objets pour vivre. Au-delà des aspirations du peuple cubain d'accéder à un idéal de vie humaine fondé sur le capitalisme, nourri notamment par les médias, les cubains ont été contraints de trouver des alternatives pour répondre à leurs attentes en agissant directement sur la matière. Les cubains ont développé une culture de l'adaptation en confrontant les standards mécaniques soviétiques et US (pas de vis, taille d'ampoule...)



«platero» Ernesto Oroza



«Rikimbili» Ernesto Oroza



«Prise électrique» Ernesto Oroza

## La «désobéissance technologique»

« La désobéissance technologique » est un ensemble de gestes et de pratiques, mouvement de révolte technologique qui est née lors de la crise économique des années 90 à Cuba. Pour affronter les restrictions économiques, les cubains ont été contraints de trouver de nouveaux modèles de comportement face à leurs univers matériel.

La démarche était au début de réparer, pour solutionner ses besoins en attendant la disparition de la situation de crise. La réparation d'un frigo devient un geste médical, puisque urgent et vital. Avec le temps, toutes les composantes de la vie quotidienne demandaient une participation active : logement, transport, habillement, électroménager...

Il réinvente sa vie, l'idée de désobéissance vient de cette forme d'impertinence pour l'identité, la complexité technique des produits qu'il modifie et répare.

Le degré de subversion des ces actions sur l'environnement physique, montre une voie vers l'émancipation de l'utilisateur qui augmente ses connaissances techniques pour subvenir à ses besoins. Inventer devient une forme de lutte, une transgression des objets industriels et des modes de vie qu'ils contiennent et projettent.

Ces besoins font émerger des modes de production alternatif sur les principes du Do It Yourself en agissant sur la matière

On peut donc constater que c'est la contrainte, le besoin en tant que nécessité qui est à l'origine de l'action de l'homme sur son environnement, dans nos sociétés occidentales ou la notion de confort matériel et les équipements de première nécessité sont relativement accessibles et abondants, on peut se demander si l'homme ressent la motivation d'agir ou même de porter un regard analytique sur son environnement physique.



«Architecture of necessity» Ernesto Oroza



«Architecture of necessity» Ernesto Oroza



«Architecture of necessity» Ernesto Oroza

## L'urbanisme familial

Ces compositions d'objets, sortent du cadre restreint de l'habitat privé, et modifient le fonctionnement de la ville. Ce sont alors les habitants qui composent

le paysage urbain à l'échelle de leurs rues, de leurs quartiers... Ce design populaire devient une production par les usagers et pour les usagers, en modifiant progressivement la morphologie d'une ville, ce design populaire devient un urbanisme populaire. Ernesto Oroza définit ces réponses ponctuelles aux besoins individuels comme un «urbanisme familial»

Ce sont des conditions matérielles et économiques locales qui ont été à l'émergence de ces productions indépendantes. Dans notre société les espaces de plus en plus contrôlés, aseptisés, peuvent représenter un manque pour les usagers. Ainsi nos villes pourraient vivre des transformations impulsées par les citoyens pour plus de cohésion sociale ou de confort dans l'espace public.

# LA PARTICIPATION

---

Les collectivités mettent en place de vastes plans de communication sur le potentiel inclusif de la conception des espaces publics, l'amélioration des services existants, la proposition de projets d'avenir... On observe alors des affiches, mails et flyers de la part de la municipalité, invitant les citoyens à participer pour un budget participatif, un forum ouvert dans le cadre d'un Plan de rénovation urbaine, une rencontre entre habitants et urbanistes. Certaines expériences de terrain laissent à penser que ces événements, cherchent en premier lieu à valoriser l'action publique, la finalité étant avant tout de mettre en avant une collectivité à l'écoute de ses citoyens par le biais de nouvelles formes de communication institutionnelle

---

Mais si l'action se voulait de bonne foi, et cherchait réellement à insuffler du « participatif » dans l'aménagement urbain, on constate différents freins qui nuisent à la capitalisation d'expériences et biaisent le résultat des échanges :

On peut souligner les formats donnés à ces événements, qui ressemblent souvent à une disposition plus ou moins ordonnée de tables et chaises dans une salle municipale. Ce constat montre un manque évident de moyens mis à disposition des techniciens de terrain, pourtant des lois (voynet, SRU) comportent des volets sur la participation des citoyens. Les préconisations descendantes ne sont pas systématiquement associées à des moyens financiers mis à disposition des collectivités, comités de pilotages, techniciens et agents publics pour les appliquer.

Les dispositions spatiales influent par exemple sur la circulation de la parole, la posture que prend le participant qui peut se sentir mis à l'écart ou inhibé face à un groupe de travail. La posture corporelle, interagit directement avec les comportements qu'il peut adopter au travers du sujet débattu et de son rôle au sein du débat. On note la nécessité de changer les échelles et les formats de concertation afin d'obtenir une participation plus égale et ouverte des citoyens.

Les outils mis à disposition ne sont pas pensés pour l'occasion, post-it, feutres, supports papiers divers, laptops, peuvent représenter des difficultés au bon fonctionnement des échanges selon le moment et la façon dont on les introduit au groupe.

Les méthodologies issues du « design thinking » permettent de vulgariser les problématiques, de concevoir des méthodes de travail, de récolte d'information et de débats publics, afin d'inscrire ces démarches dans une temporalité acceptable pour les habitants, et proportionnelle à leur cadre de vie. Ce souci de l'empathie dans les domaines de l'innovation publique ou sociale, peut représenter un liant solide pour une démarche commune, et penser l'ensemble des composantes d'un projet avec ses citoyens devenus à la fois praticiens/concepteur.



# La ville contributive

Ayant réalisé un stage au sein de l'association HORIZOME dans le quartier de hautepierre, qui mène entre autre des chantiers participatifs en parallèle d'un vaste Plan de Rénovation Urbaine piloté par la ville de Strasbourg, j'ai eu l'occasion d'échanger avec les membres de l'association au sujet d'une rencontre organisée pour échanger entre urbanistes, architectes et habitants.

Nommée « Un forum pour mon quartier », cette rencontre a eu lieu le samedi 4 juillet de 9h à 12h au CSC « le galet » dans la maille jacqueline, le samedi matin, c'est jour de marché pour les habitants... Les principaux constats montrent une communication peu efficace et une très faible fréquentation des usagers en dehors des représentants du tissu associatif local. Quels sont les degrés d'engagement citoyens et qui sont les gens investis et présents ?

## Des facteurs socio-culturels

Tout d'abord, l'organisation de notre société sous forme de démocratie représentative réduit pour beaucoup d'entre nous nos modalités d'action au vote, ainsi il est difficile de susciter subitement un engagement citoyen plus soutenu. La conscience collective ne peut que difficilement évoluer tant que la posture du citoyen nous est prescrite comme celle d'un administré votant ou non d'ailleurs ! Introduire plus d'horizontalité dans nos modes décisionnels nécessite une augmentation de l'investissement citoyen, peut être faudrait il faire un travail de sensibilisation dès l'école, difficile quand on sait que la coopération y est encore trop souvent taxée de tricherie. On pourrait imaginer à l'école encore fondée sur un modèle uniformisant une multitude de compétences ou chacun trouve sa place.

Dans une époque qui cultive dès le plus jeune âge, l'individualisme et la mise en compétition du soi face à l'autre, difficile de penser, parler et agir vers l'intérêt général. On observe chez certains participants aux rencontres publiques, et j'ai remarqué lors des chantiers participatifs d'« horizome », une tendance récurrente à venir défendre ses intérêts personnels plutôt que de rechercher le terrain d'entente collectif.

Ensuite les initiatives citoyennes dites « bottom up » ne concernent bien souvent qu'une partie de la population, en effet le souci du vivre ensemble et l'implication au-delà de la sphère privée ne sont généralement envisageable pour l'individu que si certains besoins préalables tel que la sécurité, l'emploi, le logement, l'éducation ou la santé sont remplis. On pourrait partir du postulat que les gens les plus intéressés par cette facette de « l'empowerment », ne sont pas les invisibles, autrement dit les premiers concernés par la récupération de moyens d'actions, de marges de manœuvre démocratique. Il faut donc un certain nombre de ressources matérielles, culturelles, économique et idéologique pour vouloir et pouvoir s'intégrer à la société.

## Les degrés d'engagement

Joelle zask, enseignante au département de philosophie d'Aix-Marseille, a rédigé un essai intitulé Participer : Essai sur les formes démocratiques de la participation, elle interroge les environnements favorables et les dispositifs nécessaires pour la réalisation de la participation où elle définit trois types d'expériences de participation, en nous expliquant que ce qu'elle définit comme une participation authentique combine ces trois degrés :

### prendre part :

venir, franchir les portes, faire acte de présence et en montrer par là un intérêt. Le prendre part se limite souvent au rôle de spectateur, sans réellement contribuer à la définition de la proposition. Le prendre part à l'inverse du faire partit n'estompe pas l'individualité dans le groupe et ne fait appel à aucune notion d'appartenance, il différencie le commun du collectif.

### Contribution, apporter une part :

donner son avis, s'exprimer, poser une question. La contribution c'est « faire jouer les possibilités de son environnement pour en constater une transformation effective », l'animal politique participe à la délibération sur la finalité de la société, « la direction de l'embarcation » mais tant qu'il est dans la critique il n'agit pas, la critique et la surveillance du travail/pouvoir de nos représentants est une réaction, pas une action.

### Recevoir une part :

Quel retour bénéficions-nous de cet engagement ? Ce bénéfice prend plusieurs niveaux, le premier étant de recevoir un retour dû directement à son exercice. La contribution sans le bénéfice étant une forme d'exploitation. Une autre forme de bénéfice serait de recevoir les éléments et leviers permettant de prendre part ainsi que d'apporter une part, donner aux citoyens une formation, avec mise à disposition des personnes ressources et des documents, des formations liées à ce dont le groupe va être amené à discuter (ce type de formation accélérée existe dans les jurys d'assise, ou un groupe de jeune initié va débattre d'une décision en cours de justice). Le dernier niveau serait de recevoir de la reconnaissance, de visualiser, de pouvoir montrer la part que l'on a apporté au groupe, il faut ainsi que celui qui a apporté sa part puisse justifier de ce qu'il a apporté. Mais alors comment vraiment définir, circonscrire la part que l'on a apporté dans un élan commun. Et ce retour sur contribution est-il toujours recevable ?

### Concertation ou consultation ?

« Je me méfie de cette « participation » où, par une action de type psychologique, on persuade des gens que l'on a tenu compte de leur point de vue. » Paul Chemetov, architecte

Au cours du chantier participatif auquel j'ai participé lors de mon stage dans l'association HORIZOME, j'ai compris que certaines composantes du projet ne peuvent que difficilement être définies par l'ensemble des habitants, cependant en discuter permet d'instaurer de la médiation de projet, un moyen pour que les habitants se sentent continuellement au cœur du processus décisionnel, comprennent les installations finale ainsi que le sens du projet dans le quartier.

On peut parler de poudre aux yeux mais je pense que cela joue sur l'acceptabilité du projet qui devient celui des habitants au fur et à mesure des échanges.

Il serait envisageable de proposer des modalités de participation complémentaires aux formats existants.



Si la participation consiste à seulement se rendre à l'événement programmé par l'action publique, nous restons dans une posture et un agissement qui nous est présentée par l'institution, mes questionnements se portent alors sur l'engagement spontané, qui peut devenir complémentaire au cadre institutionnel.

Que l'on parle d'aménagement urbain ou bien de requalification de l'espace, la conception de « composant urbain » ne fait pas l'objet d'études appliquées. Ainsi la maîtrise d'œuvre délaissait cette partie du projet aux sous traitants par exemple.

La révolution industrielle du 19<sup>ième</sup> amène les villes à se concentrer sur la mobilité et les réseaux de communication, à l'image des boulevards haussmanniens conçus sur des théories hygiénistes. Cette approche globale des flux au sein de la ville marquera la naissance de l'urbanisme en tant que discipline.

Le mobilier urbain qui pousse dans ces nouveaux axes à une finalité tant usuelle que décorative. Malgré tout l'objet urbain ne fait pas l'objet de recommandation de la part des urbanistes, et se voit n'être qu'une déclinaison d'un schéma global préalablement conçus.

Par définition, l'espace public est un espace de passage et de rassemblement à l'usage de tous, qui constitue, selon le philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas, le cadre du débat public. Il est aussi le siège de questionnements multiples, un vide longtemps délaissé au profit des pleins matériels que sont les bâtiments. Il est enfin le point de rencontre des disciplines et des intérêts engagés dans la composition de nos villes, qu'il faut apprendre à combiner et coordonner. Ce lieu complexe, carrefour d'intérêts multiples, espace en perpétuelle évolution, est un véritable enjeu depuis peu.

62 Comment contribuer à l'élaboration de villes contri-

butives, en cherchant à intégrer l'objet/mobilier dans une réflexion globale et non comme un élément secondaire dans l'aménagement urbain. Entre paysagistes, bureaux d'études technique, architecte, entreprise BTP, les moyens et le temps disponible pour définir les usages sont bien souvent limités.

*« Le résultat de ce type de démarche dissociée présente généralement l'inconvénient d'une vision très orientée. Les produits conçus, aussi cohérents soient ils, révèlent avant tout d'évidentes priorités économique-fonctionnalistes qui contrarient l'intégrité de l'étude et son bon développement. Dans ces conditions, il devient parfois plus simple de choisir des équipements génériques, proposés sur catalogues »*

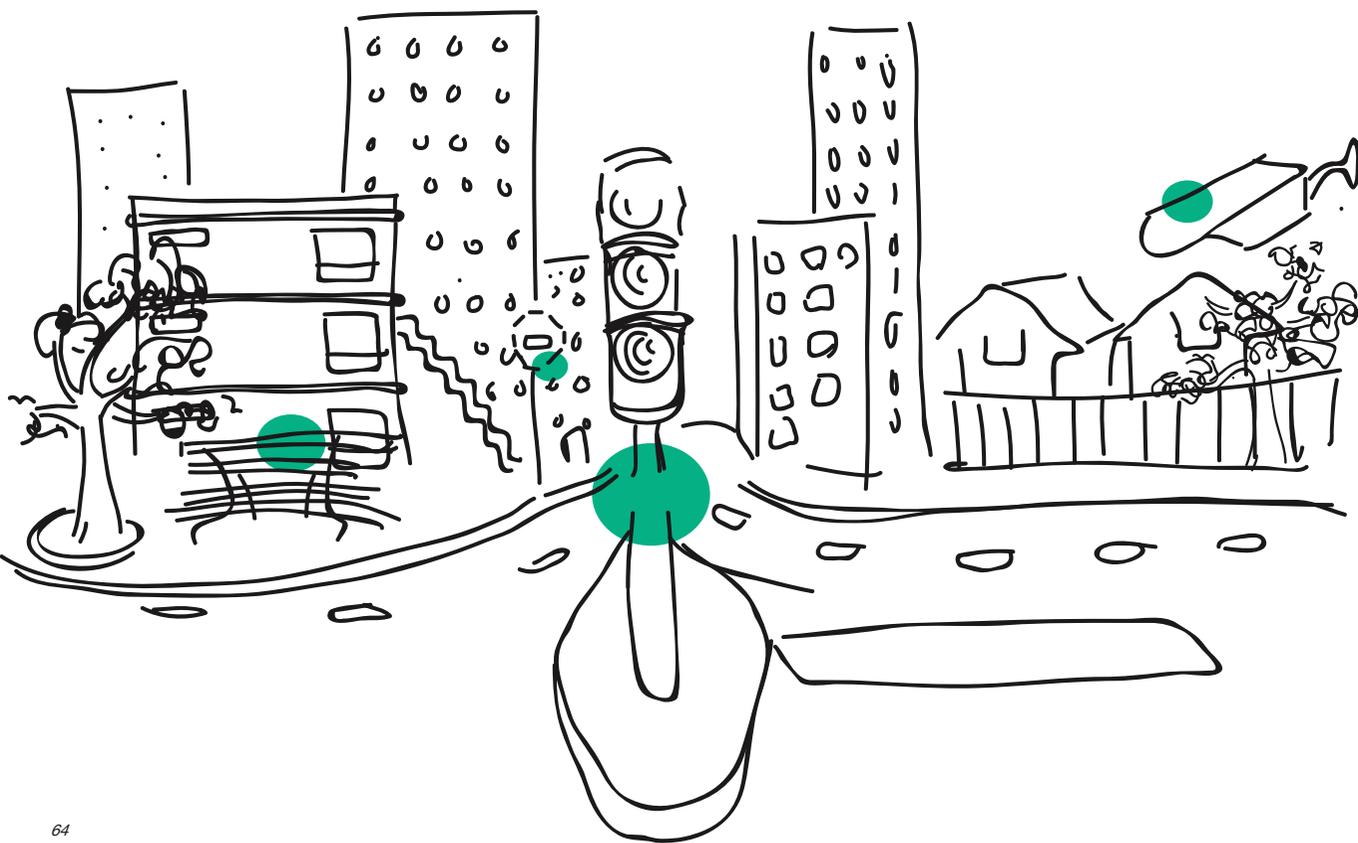
On voit pourtant par l'esthétisme d'un mobilier urbain, une forme de signature patrimoniale chez certaines villes comme celle de Paris, dont les bancs publics sont reconnaissables par tous, l'intérêt pour une ville de développer ses propres infrastructures est ainsi de bénéficier d'un « avantage concurrentiel. Choisir du mobilier standard dans un catalogue est bien sur plus simple, rapide et probablement moins couteux mais les formes de nos centre ville sont source d'attrait et représentent un des facteurs de l'afflux touristique par exemple.

Le travail du designer commence précisément là où se termine celui de l'urbaniste qui définit la morphologie générale d'une ville, son organisation et celui de l'architecte qui lui donne sa forme. Bien sûr, la conception urbaine ne se résume pas à définir les grands pôles d'activité d'un territoire et à les relier par de grands axes d'échanges et de déplacements. Elle sait aussi produire des compositions spatiales accompagnées de prescriptions organisationnelles et formelles qui favorisent l'articulation entre stratégies globales et contraintes locales.

Cependant, cette intervention demeure principalement à l'échelle de l'agglomération ou, dans le meilleur des cas, à celle du quartier.

Manque donc ici toute la dimension immédiate et familière que rencontre l'utilisateur de l'espace public dans sa déambulation. Une confrontation qui permet très concrètement d'instaurer un lien entre l'individu et la ville.

L'apport du design réside principalement dans sa maîtrise de l'environnement proche des usagers, dans sa capacité à traiter le cadre de vie à l'échelle humaine, pour y composer une ambiance porteuse de sens, d'identité et d'efficacité, installant ainsi un climat harmonieux et pertinent. Le mobilier urbain est devenu le point d'entrée de cette expérience intime de la cité. Au sein de l'espace public, le rapport d'échelle immédiat qu'il instaure avec les passants révèle un environnement plus direct qui construit l'identité globale d'un site et lui confère sa qualité d'usage.



## vers le projet

Quelles positions le designer peut-il adopter ?  
Doit-il outiller les usagers afin de leurs permettre une plus grande marge d'appropriation de leurs espaces publics ? Est-il possible de suivre une double posture ou le designer questionne sa pratique par la marginalité, tout en se plaçant dans un consensus parallèle avec la collectivité ?

La documentation de convictions communes passe par la réalisation d'objets, d'images, d'enregistrements audio-visuels, ces supports représentent un appui physique et donc un outil de revendication, d'expression citoyenne.

Mon projet s'intéresse à l'acte de fabriquer dans la ville et au rôle de la co-création prospective. Parce que représentent les temps de construction, je souhaite développer un service de chantier ouvert prospectif afin de permettre aux habitants de réaliser des propositions (images, mise en situations, structures, formes, échelles) d'aménagement de l'espace. Cette forme de concertation serait complémentaire aux formats existant, par une forme de castorage éphémère accompagnée par le designer de service.

# BIBLIOGRAPHIE

>Jean-Pierre-Garnier, *Un espace indéfendable: l'aménagement urbain à l'heure sécuritaire*, 2012

>Guy Debord, *La société du spectacle*,

>Adels – Yves Michel ,*La démocratie participative inachevée*, 2000

>Luc Blondiaux, *dans Le nouvel esprit de la démocratie*, Seuil, 2008

>Pierre Rosanvallon, *La Démocratie inachevée*, Gallimard, 2000.

>Mathieu Rigouste, « Entretien », Article XI, 10 novembre 2009.

> thierry Paquot, *Le droit de cité*

>comité invisible, *L'insurrection qui vient*

>Ernesto Oroza, *Rikimnilli, étude sur la désobéissance technologique*

>Ernesto Oroza, *Notes sur la maison moirée*

>J Habermas, *L'espace public, 30 ans après*, 1992

# Remerciements



Johan VISCUSO  
Option Design Produit  
DSAA créateur concepteur  
2016  
Lycée Le Corbusier  
Illkirch-Graffenstaden

